

PRÉFACE

Cette intéressante étude a paru, par chapitres, dans le Devoir.¹ Elle méritait d'échapper au prompt oubli qui attend d'ordinaire les articles de journaux. C'est le travail d'ensemble le plus complet et le plus original qui ait été publié au Canada sur cette question, brûlante pour nous, des langues et de leur rôle dans la formation des nationalités.

La plupart des arguments que l'auteur fait valoir à l'appui de la conservation du français au Canada étaient déjà familiers aux lecteurs du Devoir. L'intérêt principal de cette étude, c'est qu'elle exprime, dans un langage plein de saveur familière, l'opinion d'un étranger très cultivé, très averti—en dépit de son pittoresque et modeste pseudonyme,—sur ce qui est pour nous un plaidoyer pro domo; c'est aussi qu'elle apporte à l'appui de notre cause l'exemple des autres peuples, des nombreux groupes ethniques qui ont lutté comme nous pour la conservation de leur idiome national.

On lira avec un intérêt tout particulier ce que l'auteur raconte de la résurrection de la langue bretonne, du sursaut du vieil atavisme armoricain en face des édits proscripteurs du gouvernement français.

* * *

Le souci de la vérité historique m'oblige à quelques réserves.

L'auteur établit un contraste trop absolu entre la libéralité du gouvernement britannique et l'esprit d'assimilation, stupide et brutal, des Anglo-Canadiens, ou, comme il les appelle avec nos vieux chroniqueurs, des Bostonnais.

Trompés par l'attitude généreuse de quelques rares Anglais, par les hypocrites professions de foi libérale du grand nombre, nous avons longtemps cru à la légende du fair-play britannique;

¹ Du 20 mars au 15 avril, 1916.